

Migrants : tensions entre Paris et Rome autour de l'« Ocean-Viking »

Le bateau de SOS Méditerranée a demandé un port sûr en France, faute d'une solution en Italie

Cap sur la France? Mardi 8 novembre, en fin d'après-midi, le navire humanitaire *Ocean-Viking* a demandé à Paris de lui assigner un port sûr pour débarquer les 234 personnes qu'elle a secourues en mer Méditerranée alors qu'elles fuyaient la Libye et tentaient de rejoindre le continent européen. Entre le 22 et le 26 octobre, le bateau des ONG SOS Méditerranée et de la Croix-Rouge avait effectué six opérations de secours en mer auprès de migrants originaires, notamment, du Bangladesh, d'Erythrée, de Syrie, d'Égypte et du Pakistan. «*Tout le monde est épuisé, la situation peut dégénérer à tout moment*, explique Sophie Beau, cofondatrice de SOS Méditerranée. *Des gens menacent de se jeter par-dessus bord, on est arrivés à un point de rupture et aucun dénouement ne se profile.*»

Le navire a demandé à de nombreuses reprises à l'Italie de pouvoir débarquer. En vain. Il a donc pris la direction de la France et pourrait arriver au large de la Corse dès le 10 novembre. Mardi après-midi, l'agence ita-

« Le bateau est dans les eaux territoriales italiennes, il y a des règles européennes »

OLIVIER VÉRAN
porte-parole du
gouvernement

lienne ANSA avait cité, dans une dépêche, une source anonyme au ministère français de l'intérieur selon laquelle les autorités françaises se préparaient à «*ouvrir le port de Marseille au navire Ocean-Viking*». Sollicitée, la place Beauvau ne confirmait pas cette information.

Mercredi matin, le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, a précisé la position française en demandant à l'Italie de «*jouer son rôle*» et de «*respecter ses engagements européens*», en accueillant *Ocean-Viking*. «*Le bateau est actuellement dans les eaux territoriales italiennes, il y a des règles euro-*

péennes extrêmement claires et qui ont été d'ailleurs acceptées par les Italiens, qui sont, de fait, le premier bénéficiaire d'un mécanisme de solidarité financier européen», a rappelé M. Véran, estimant que «*l'attitude actuelle du gouvernement italien*» était «*inacceptable*».

Mardi, le nouvel exécutif italien, dirigé par la présidente du conseil d'extrême droite Giorgia Meloni, a présenté comme acquis l'accueil du bateau par la France, savourant une victoire politique. Une démonstration que la position dure de l'Italie face aux ONG avait payé, lui permettant d'obtenir un inflexionnement de la position française.

«*Nous apprécions vivement la décision de la France de partager la responsabilité de l'urgence migratoire, qui reposait jusqu'à présent sur les épaules de l'Italie et de quelques autres Etats méditerranéens*», indiquait, mardi dans un communiqué, la présidence du conseil. «*Nous n'avons pas attendu le gouvernement Meloni pour mettre en place une solidarité européenne dans la gestion des flux migratoires, dont l'Italie est le premier bénéficiaire*», souli-

gnait mardi la place Beauvau, à propos d'un mécanisme de relocalisation toutefois peu opérationnel et que la partie italienne juge inefficace.

Le débarquement de migrants par les navires humanitaires fait quasi systématiquement l'objet de négociations houleuses entre les Etats membres, en vue de leur répartition. Faute d'un mécanisme européen clair et durable, des accords sont trouvés au cas par cas. Dans la foulée de la présidence française de l'Union européenne, treize pays se sont engagés à accueillir 8 000 personnes, dont 3 000 pour l'Allemagne et 3 000 pour la France, pour soulager les pays de première entrée en Europe. Dans les faits, selon la Commission européenne, l'Allemagne en a accueilli 74 en octobre, et la France, 38, fin août.

D'autres navires ont débarqué

Si elle se matérialisait, la décision d'accueillir l'*Ocean-Viking* à Marseille conforterait en apparence une position italienne qui se résume depuis une semaine à réclamer par la voix du ministre de l'intérieur, Matteo Piantedosi, une plus grande «*solidarité*» sur la question migratoire. «*La France ouvre un port? C'est bien, l'atmosphère a changé*», a réagi sur Twitter Matteo Salvini, vice-président du conseil italien. Quand il était ministre de l'intérieur, entre 2018 et 2019, M. Salvini, chef de file de la Ligue, avait associé son nom à une politique particulièrement hostile aux ONG portant secours aux migrants en Méditerranée centrale.

L'épisode actuel rappelle d'ailleurs un précédent. En juin 2018, alors que l'ONG SOS Méditerranée affrétait le navire *Aquarius*, celui-ci avait dû débarquer plus de 600 migrants à Valence, en Espagne, à la suite de

refus de Malte et de l'Italie de Salvini de les laisser accoster. La France avait, pour sa part, refusé d'accueillir le bateau.

Si Rome n'a pas voulu assigner un port à l'*Ocean-Viking*, d'autres navires humanitaires ont dans le même temps pu débarquer, comme le *Rise Above*, de l'ONG allemande Lifeline, qui avait secouru 89 personnes, prises en charge mardi en Calabre. Après avoir été dans un premier temps autorisé à un débarquement partiel dimanche, selon des critères de vulnérabilité, le navire *Geo Barents* de Médecins sans frontières (MSF) a lui aussi pu débarquer à Catane l'ensemble des 572 migrants qu'il avait secourus. Un dernier bateau, le *Humanity 1*, restait bloqué à quai en Sicile avec 35 migrants à bord. La situation de tension résultant des mesures restrictives mises en œuvre par l'Italie aura permis à Rome de remettre les questions migratoires sur le devant de la scène, au prix d'entorses au droit international.

«*La loi maritime internationale est claire, soutient Claudia Lodesani, de MSF. L'Italie reste le port sûr le plus proche. Et tout le monde a le droit de pouvoir demander l'asile politique.*» Les navires humanitaires ont commencé à intervenir en Méditerranée centrale après l'interruption, fin 2014, de l'opération de sauvetage de l'Union européenne, Mare Nostrum. Toutefois, les migrants secourus par des ONG au large de la Libye n'ont représenté que 15 % des 85 000 personnes arrivées en Italie par la mer cette année, l'essentiel d'entre elles ont été secourues par les Italiens ou sont arrivés directement à Lampedusa. «*Ce que fait l'Italie, c'est de l'instrumentalisation à des fins de propagande*», estime Claudia Lodesani. ■

ALLAN KAVAL (ROME, CORRESPONDANT) ET JULIA PASCUAL